

Espace d'expression des groupes politiques du Conseil général

DE LA GAUCHE...

Majorité départementale

Le cadeau de Noël du Gouvernement

■ Alors même que l'aggravation de la situation économique et sociale, dont le Gouvernement est largement responsable, justifierait l'engagement de moyens supplémentaires de la part des Départements, des mesures très graves viennent d'être votées par la droite à l'Assemblée nationale qui sont une offensive sans précédent contre les collectivités locales.

C'est d'abord le bouclier fiscal, qui limite à 60% des revenus du contribuable le montant total prélevé au titre des impôts sur le revenu et sur la fortune mais aussi des impôts locaux. Par ce moyen, le Gouverne-

ment réussit à dissimuler une réduction de l'impôt sur la fortune. En effet, cette réforme bénéficiera aux plus riches : 6 000 contribuables vont bénéficier de 280 millions d'allègement, soit 58 000 euros par contribuable. La prise en compte des impôts locaux dans le calcul du montant susceptible d'être écarté va aboutir pour les collectivités locales à une perte de recettes significative, de l'ordre de 20 millions d'euros au plan national.

A cette réforme qui va considérablement affaiblir les Départements s'ajoute celle de la taxe professionnelle qui sera dorénavant plafonnée

à 3,5 % de leur valeur ajoutée. Désormais, lorsqu'une entreprise devra payer une taxe d'un montant supérieur à ce seuil, les collectivités locales devront lui rembourser la différence, ce qui entraînera un manque à gagner d'une dizaine de millions d'euros par an pour le seul Département de l'Isère !

Ces restrictions sans précédent, qui portent atteinte à l'autonomie financière des collectivités locales, vont donc comprimer leur marge de manœuvre et étrangler les Départements en particulier, alors qu'ils assurement pourtant 70 % de l'investissement public, ce qui va les condui-

re inévitablement à devoir augmenter les impôts locaux qui pèsent, eux, sur tous les ménages.

Ainsi, pendant que notre société traverse un malaise profond et que nos quartiers sont minés par la précarité, le chômage et la pauvreté, le Gouvernement met en œuvre une politique fiscale au seul profit des plus riches et il oblige les collectivités locales à supporter tout le poids de la situation économique et sociale très difficile du pays. La majorité départementale de gauche du Conseil général de l'Isère proteste contre cette politique inefficace, injuste et dangereuse pour la République.

... À LA DROITE

Opposition départementale

L'économie en débat

■ De plus en plus, le Conseil général de l'Isère est sollicité afin d'intervenir sur les dossiers concernant les licenciements (HP, Polimeri), pour ne citer que des exemples récents, et la crainte existe sur une amplification de ce type de demande. Les élus ne peuvent évidemment rester insensibles à ces situations mais, sincèrement, est-ce que le Conseil général peut réellement être efficace sur ces dossiers particulièrement sensibles et souvent dramatiques ? La question se pose vraiment à la veille du débat économique prochainement annoncé dans l'hémicycle départemental.

En premier lieu, il faudrait déjà éviter toute démagogie auprès de celles et ceux touchés par des restructurations et fermetures. N'essayons pas de faire croire que nous pourrions

avoir une influence réelle sur des décideurs qui, souvent, ne sont que des représentants jetables de fonds de pension donc totalement insensibles à nos règles et traditions. Cela se caractérise par ce que l'on appelle la mondialisation, et sur ce point, le monde ne nous attend pas. Certes, la mondialisation crée une concurrence féroce qui entraîne souvent des dégâts sociaux qu'il ne faut pas minimiser. Mais la vraie question est : quelle est la bonne réponse à la mondialisation ?

Les fameuses délocalisations qui font tant parler désignent pourtant une réalité qui n'est pas nouvelle. La mise en concurrence des salariés français qui veulent travailler et des millions de salariés sous-payés et sans protection sociale doit nous interpeller.

Nous devons être encore plus sensibles dans un département comme le nôtre, qui reste encore à un bon niveau grâce à l'exportation et à son tissu industriel diversifié. Sur ce point le Conseil général de l'Isère a certainement encore un rôle important à jouer. L'accompagnement économique doit se poursuivre pour les entreprises innovantes de haute technologie, mais aussi auprès des entreprises traditionnelles tout aussi nécessaires, qui représentent encore plus de 50 % des emplois.

Certes, la Région, de par les lois de décentralisation, est reconnue pour accompagner l'action économique, mais malheureusement, cette Assemblée est trop marquée par ses alliances politiciennes paralysantes qui faussent et freinent notre économie. Les récentes positions régionales

concernant les infrastructures routières et autoroutières sont des freins pour l'économie. Trop souvent aussi, notre département est victime des combats fratricides avec la ville de Grenoble et la Métro. Au final, ce sont les salariés qui font les frais de ces clivages stériles.

Même si souvent c'est à l'Assemblée nationale qu'il appartient d'évoquer ces questions, nous ne manquons pas d'apporter notre contribution et notre détermination ici pour améliorer la situation.

Personne ne doit avoir la prétention d'avoir seul les réponses à tout. Ce n'est certainement pas dans le refus des réalités et des évolutions que l'on trouvera des solutions. Les habitants de l'Isère n'attendent de nous qu'une chose : du sérieux.